

## Articles du 16 décembre 2005

Dans cette édition :

1. Une rétrospective de l'année 2005 de SISTech
2. Sommet mondial sur la société de l'information – Tunis
3. Une année chargée pour les gouvernements en ligne du monde : Bilan du bulletin e-Veille 2004-2005

**1. Une rétrospective de l'année 2005 de SISTech** - Pour ce dernier bulletin de l'année 2005, le CEFRIO a choisi de répéter l'expérience de l'an dernier et de vous offrir gracieusement une publication électronique qui recense l'ensemble des 54 nouvelles relatives à l'actualité des TI publiées dans le bulletin *SISTech* au cours de la dernière année.

Vous y retrouverez ainsi tous les articles publiés en 2005, classés selon les six grands thèmes de recherche du CEFRIO, soit : (1) affaires électroniques, (2) éducation/formation, (3) gestion du savoir, (4) santé et services sociaux, (5) services gouvernementaux et (6) utilisation d'Internet. Une dernière section intitulée « Autres thématiques » complète le tout en intégrant les nouvelles qui ne pouvaient être catégorisées selon l'un ou l'autre des thèmes.

Veillez enfin noter que le bulletin *SISTech* fera relâche pendant la période des fêtes. Nous vous retrouverons donc avec plaisir le 20 janvier 2006!

Bonne lecture et heureux temps des fêtes!

L'équipe du bulletin *SISTech*

RétrospecTive SISTech 2005

[http://www.cefrio.qc.ca/pdf/Bulletin\\_Retrospective\\_2005.pdf](http://www.cefrio.qc.ca/pdf/Bulletin_Retrospective_2005.pdf)

**2. Sommet mondial sur la société de l'information – Tunis** - En novembre dernier, le ministre délégué au Gouvernement en ligne, **Henri-François Gauthrin**, participait au sein de la délégation canadienne, à la seconde phase du Sommet mondial sur la société de l'information tenu à Tunis et organisé par les Nations Unies. Le ministre Gauthrin y était accompagné de représentants de groupes communautaires, d'universités et de ministères qui ont profité de l'occasion pour partager leur savoir avec les membres de la communauté internationale. **Michel Audet**, directeur scientifique, CEFRIO et directeur de l'Institut Technologies de l'information et Sociétés, Université Laval était du nombre pour y présenter le projet du CEFRIO *École éloignée en réseau*.

Pour en savoir plus sur cet événement, le CEFRIO vous invite à lire l'article *Sommet mondial sur la société de l'information : Le Québec n'a rien à envier aux leaders mondiaux* que Michel Audet a proposé au quotidien *Le Soleil* dès son retour ainsi que le [communiqué de presse](#) émis par le gouvernement du Québec.

## **Le Québec et le Sommet mondial sur la société de l'information**

Plus de 20 000 personnes ont participé dans la semaine du 14 novembre au Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), cette grande messe « onusienne » s'est tenue en Tunisie dans un contexte géopolitique fortement critiqué. Certains incidents reliés à l'affirmation de la liberté de la presse et au respect des droits de l'Homme ont été rapportés avec raison par la presse internationale. Malheureusement, ces reportages ont semblé occulter les retombées de cet événement unique au monde, événement foisonnant et stimulant en termes de partage de connaissances et de collaboration internationale. Le Canada et le Québec y ont d'ailleurs fait bonne figure en présentant des projets illustrant l'expertise de chacun des niveaux de gouvernement ainsi que de la société civile.

Les participants au Sommet ont pu assister à de multiples sessions parallèles (plus de 300 colloques, tables rondes, séminaires, etc.) et visiter une immense foire regroupant 328 exposants. De ce nombre, près de 70 pays avaient une vitrine afin de promouvoir leurs meilleures pratiques en matière d'appropriation des technologies de l'information dans toutes les sphères de la société. De plus, une multitude d'organismes internationaux (UNESCO, Agence de la francophonie, Union internationale des télécommunications, etc.) ont exposé leurs stratégies visant à accélérer la collaboration internationale sur les enjeux de la société de l'information.

### **Les retombées officielles**

Sur le plan officiel, ce sommet a accouché de l'«Engagement de Tunis» et de l'«Agenda de Tunis». La première de ces deux pièces maîtresses réaffirme la volonté et la détermination de tous les pays de la terre à édifier une société de l'information à dimension humaine, inclusive et privilégiant le développement conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies, au droit international, au multilatéralisme et à la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La deuxième pièce maîtresse, l'«Agenda de Tunis », est le fruit d'une concertation mondiale sur 122 points répartis autour de trois thèmes majeurs à savoir les mécanismes de financement pour répondre aux défis des TIC pour le développement, la gouvernance d'Internet et la stratégie de mise en œuvre.

Sur le plan moins officiel, l'impression qui se dégage de cet événement est la convergence des énergies autour de quatre enjeux clés : la lutte à la fracture numérique, l'éducation, la convergence des pratiques exemplaires de gouvernement en ligne et la collaboration internationale. Un grand absent toutefois, le monde de la santé. Sans doute que les réseaux internationaux associés à l'utilisation des TI en santé mènent leur barque en parallèle.

### **Les retombées pour le Québec**

Le SMSI a permis aux divers pays et niveaux de gouvernement de se comparer dans leur marche vers un monde meilleur. À ce chapitre, le Québec n'a rien à envier aux leaders mondiaux. Cependant, les leçons qui émergent de cette grande messe « onusienne » nous permettent de cibler les pistes d'amélioration suivantes :

#### *La fracture numérique existe au Québec*

En matière de fracture numérique, il est temps pour le Québec de mieux connaître l'état de situation des 40 % de la population qui n'utilise pas Internet et qui potentiellement, est

appelée à vivre une forme d'exclusion. À l'instar des pourparlers de Tunis, une attention particulière doit être accordée aux personnes vieillissantes, aux femmes, aux défavorisés, aux autochtones et aux handicapés. La mise en place de Service Canada et de Services Québec est d'ailleurs une excellente fenêtre d'opportunité pour prendre position face aux dangers d'exclusion de certains segments de population.

#### Le «elearning» traditionnel : out

En matière d'éducation, le Sommet a souligné l'importance d'innover dans les pratiques pédagogiques, les contenus éducatifs et les systèmes d'éducation afin de tirer profit de l'immense potentiel des technologies, ce qui signifie d'aller bien au-delà du «elearning» traditionnel. Ce recentrage de l'usage des TI en éducation est déjà amorcé au Québec comme en témoignent les nombreuses initiatives d'ici qui ont été présentées à Tunis. Parmi celles-ci mentionnons les projets d'École éloignée en réseau du ministère de l'Éducation du Québec et du CEFRIO ([www.eer.qc.ca](http://www.eer.qc.ca)), de Campus virtuel en santé ([www.cvs-vch.ca](http://www.cvs-vch.ca)), de Bibliothèque virtuelle du patrimoine documentaire ([www.cdeacf.ca](http://www.cdeacf.ca)) et d'Érudit ([www.erudit.org](http://www.erudit.org)). La plupart de ces réalisations sont le résultat d'une collaboration étroite entre le monde universitaire, la société civile, des ministères ou organismes et le Fonds de la société de l'information. Malgré sa taille sur l'échiquier international et la rareté de ressources financières, le Québec regorge d'innovateurs à la fois dans les milieux : scolaire, de la consultation et de la recherche. Cette force d'innovation gagnerait à être mieux promue dans la francophonie et dans le monde en général.

#### Le gouvernement et la société de l'information

Il n'y a pas de gouvernement en ligne sans «gouvernement» et sans une vision partagée de la société de l'information. En ce sens, la société de l'information est une réalité inclusive et c'est ce concept qui doit englober l'administration électronique, la cyberdémocratie et la cyberéducation. Les grands chantiers de modernisation de l'État (gouvernement en ligne, Services Québec, Centre des services partagés, etc.) ne doivent pas se réaliser au détriment de la stimulation des innovations en matière d'appropriation des technologies de l'information dans les domaines de l'éducation, des collectivités locales, du développement économique, de la vie démocratique, etc. L'ensemble des organismes publics associés au développement économique et social du Québec doivent mieux articuler leurs stratégies et leurs moyens afin de renforcer l'axe de la société de l'information, pas seulement l'axe du gouvernement en ligne. Plus que jamais le rôle de l'«État stratège» prend tout son sens ici. Le Sommet de Tunis a également permis de prendre conscience d'une meilleure collaboration avec le palier fédéral et les autres provinces. Mais cette chanson a déjà été entendue plus d'une fois.

#### La collaboration internationale

L'expertise que le Québec a développée autour de la société de l'information revêt un potentiel important d'exportation. Des gens d'affaires du Québec ont d'ailleurs annoncé à Tunis que l'expertise québécoise sera mise à profit au cours des prochaines années afin d'améliorer de façon substantielle les infrastructures à large bande dans l'ensemble des pays arabes. Le Québec a également été invité à participer activement à la mise sur pied d'un réseau de la francophonie visant à échanger sur les meilleures pratiques en matière de gouvernement en ligne.

De nombreux représentants de pays en voie de développement ont interpellé les Québécois et les Canadiens afin de leur réitérer l'état d'urgence de la collaboration internationale dans la poursuite du rêve de l'ONU qui est de connecter l'ensemble de la planète d'ici 2015. Outre la construction et la mise à niveau d'infrastructures, des besoins immenses se profilent en matière de collectivités locales, de gouvernement en ligne, d'informatisation des PME, de santé et d'éducation.

Être un leader mondial dans la société de l'information, voilà un projet rassembleur pour les forces vives du Québec qui œuvrent dans le monde des technologies de l'information. Ce projet de société est l'affaire de tous (société civile, entreprises, universités, gouvernements) mais demande spécifiquement à l'État québécois de réamorcer la pompe et de réactualiser la politique de l'autoroute de l'information<sup>1</sup> avec une stratégie plus volontaire et plus intégrée. C'est à la fois un enjeu «politique» et un enjeu «de politiques».

Rédacteur : Michel Audet<sup>2</sup>

Directeur, Institut technologies de l'information et sociétés, Université Laval  
Directeur scientifique, CEFRIO

Notes :

<sup>1</sup> La politique de l'Autoroute de l'information date de 1998 (sous Lucien Bouchard). Au cours des sept dernières années, il y a eu une concentration graduelle des énergies autour du gouvernement en ligne, au détriment des autres sphères de la société (développement économique, capacités des PME, éducation, monde municipal, culture et langue, etc.)

<sup>2</sup> Michel Audet a participé au Sommet mondial sur la société de l'information à titre de représentant de la société civile dans la délégation de la Commission canadienne de l'UNESCO.

**3. Une année chargée pour les gouvernements en ligne du monde : Bilan du bulletin e-Veille 2004-2005** - Entre les mois de septembre 2004 et d'août 2005, maints études, articles et conférences ont été publiés sur le sujet de l'heure : la transformation des administrations publiques par les technologies de l'information. Le bulletin *e-Veille*\* s'est intéressé à divers sujets, de la mise en place de services publics en ligne, à la gouvernance, en passant par la sécurité informatique, les logiciels libres, l'authentification numérique, etc.

Le bilan *e-Veille* 2004-2005 vise à rassembler, en un seul document, les principales idées véhiculées, les cas exemplaires et les études majeures qui ont marqué la dernière année. Cette récapitulation permet également de dresser le portrait de l'avancement de la réflexion et des réalisations en gouvernement électronique dans le monde. Enfin, cette synthèse permet de dégager les principaux défis actuels et à venir pour effectuer le passage à l'ère électronique.

Le rapport se divise en trois grands thèmes :

1. Gouvernement électronique : portrait global et défis
2. Survol de l'évolution des prestations de services en ligne et de la cyberdémocratie
3. Informatisation de l'administration publique, sécurité informatique et nouvelles tendances en TI

Bonne lecture et heureux temps des fêtes!

[Bilan e-Veille 2004-2005](#) (PDF, 202 k).

\* Le [bulletin e-Veille](#) est réalisé par le ministère des Services gouvernementaux en collaboration avec l'équipe des enquêtes et de la veille stratégique du CEFRIO.

---

Ce bulletin est préparé par le CEFRIO :

Pour consulter les archives du bulletin : [http://www.cefrio.qc.ca/pub\\_bul.cfm](http://www.cefrio.qc.ca/pub_bul.cfm)

Reproduction: les nouvelles du bulletin SISTech peuvent être reproduites à des fins non commerciales à la condition expresse d'indiquer la mention suivante: Bulletin SISTech, CEFRIO et de créer un hyperlien à l'adresse : <http://www.infometre.cefrio.qc.ca>